



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 31 mai 2024

Des parlementaires canadiens participent à la Session du printemps 2024 de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en Bulgarie

Du 24 au 27 mai 2024, la présidente de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN, la députée [Julie Dzerowicz](#), a dirigé une délégation qui s'est rendue à Sofia, en Bulgarie, afin d'assister à la Session du printemps 2024 de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (l'AP OTAN, ou l'Alliance). Les autres délégués étaient les sénateurs [Claude Carignan](#) et [Clément Gignac](#), les sénatrices [Donna Dasko](#) et [Rebecca Patterson](#) ainsi que les députées [Rachel Blaney](#), [Cheryl Gallant](#) et [Christine Normandin](#).

Au cours de la Session du printemps, les cinq commissions de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont entendu des exposés d'experts et débattu d'avant-projets de rapports sur un large éventail de questions relatives à la défense et à la sécurité :

- [l'évolution de la posture de défense aérienne et antimissile de l'OTAN;](#)
- [le soutien allié à l'Ukraine;](#)
- [les Balkans occidentaux;](#)
- [les technologies critiques à double usage;](#)
- [l'état de l'économie de guerre de la Russie;](#)
- [l'établissement d'un partenariat économique et stratégique avec la région indo-pacifique;](#)
- [l'avance technologique de l'OTAN sur la Chine;](#)
- [l'intelligence artificielle;](#)
- [la biologie synthétique;](#)
- [les violences sexuelles liées aux conflits;](#)
- [l'insécurité hydrique;](#)
- [le 75^e anniversaire de l'OTAN;](#)
- [l'OTAN et le Sud mondial;](#)
- [les partenaires vulnérables de l'OTAN.](#)

En outre, la députée Dzerowicz, en tant que rapporteure spéciale de la commission sur la démocratie et la sécurité, [a présenté](#) l'avant-projet d'un [rapport](#) sur la protection des biens culturels dans les situations de conflit.

Dans ce qui devrait être son dernier [discours](#) à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a reconnu le rôle important que jouent les parlementaires dans le domaine de la sécurité et de la défense, soulignant qu'en fin de compte, ce sont les parlements qui décident de ce qui est vraiment important pour l'OTAN. Ils le font, a-t-il noté, en approuvant les budgets qui rendent possible la défense collective et en représentant les institutions démocratiques que l'OTAN a pour mission de défendre.

Le secrétaire général Stoltenberg a informé l'assemblée plénière qu'outre la dissuasion et la défense, ainsi que les partenariats mondiaux de l'OTAN, l'autre priorité du prochain sommet de l'OTAN, qui se tiendra à Washington en juillet, sera d'assurer un cadre solide et prévisible de soutien à l'Ukraine. Ce soutien est à la fois urgent et essentiel. Le secrétaire général a souligné que les lacunes et les retards dans le soutien militaire ont des conséquences sur le terrain parce qu'ils rendent très difficile pour les Ukrainiens de défendre leur pays.

Les travaux de la Session du printemps ont mené à l'adoption de deux déclarations :

- [Préparer l'OTAN pour les générations futures au sommet de Washington](#);
- [Soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire](#).

En prévision du sommet de Washington, la première déclaration invite l'Alliance à « reconnaître pleinement la menace que représentent les autocraties pour les démocraties ». Elle demande aussi aux dirigeants de l'OTAN de faire clairement savoir que l'Alliance « est préparée et qu'elle défendra à tout moment chaque centimètre carré [de son] territoire en vertu de l'article 5 ». La déclaration invite aussi les pays membres de l'Alliance à « se conformer sans attendre » à l'engagement convenu de consacrer au moins 2 % de leur produit intérieur brut aux dépenses de défense.

La deuxième déclaration souligne que la guerre illégale menée par la Russie contre l'Ukraine est « un test crucial pour la résilience collective des démocraties face à la tyrannie et à la brutalité de l'autoritarisme ». Elle demande à l'Alliance d'accroître et d'accélérer « d'urgence la fourniture de toute l'aide militaire dont l'Ukraine a besoin pour l'emporter ». Les membres de l'OTAN sont également invités à augmenter leur production de défense et à prendre toutes les mesures possibles pour fournir à l'Ukraine « le nombre de systèmes de défense aérienne [...] dont elle a besoin » afin qu'elle puisse protéger ses villes, ses infrastructures et sa population.

En outre, cette déclaration invite les gouvernements et les parlements des pays alliés « à soutenir l'Ukraine dans son droit international à se défendre en levant certaines restrictions sur l'utilisation d'armes fournies par des Alliés pour frapper des cibles légitimes en Russie ».

Pendant son séjour en Bulgarie, la délégation canadienne a tenu une réunion bilatérale avec la délégation ukrainienne pour savoir comment le Canada peut continuer à soutenir l'Ukraine.

La délégation canadienne a également tenu une réunion trilatérale avec les délégations finlandaise et suédoise afin d'entamer des discussions sur le flanc nord de l'Alliance.

Plusieurs parlementaires canadiens ont participé à une visite parallèle de la zone d'entraînement de Novo Selo et à des réunions d'information avec le groupement tactique

de la force terrestre avancée de l'OTAN en Bulgarie. L'Italie jouant le rôle de « nation-cadre » du groupement tactique multinational, une formation intégrée est organisée pour renforcer la défense et la dissuasion de l'Alliance le long des flancs est et sud et dans la région de la mer Noire.

Le 26 mai 2024, le Bureau de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, dont la députée Dzerowicz est vice-présidente d'office, [a publié](#) une déclaration sur la législation géorgienne concernant « la transparence de l'influence étrangère ». Le Bureau a qualifié la loi de « mesure rétrograde à l'endroit de la démocratie géorgienne » et ajouté qu'elle « va à l'encontre des aspirations du pays à rejoindre aussi bien l'OTAN que l'Union européenne, et des valeurs auxquelles ces dernières sont attachées. ». Alors que la Géorgie se trouve à la croisée des chemins, cette loi, à laquelle la présidente géorgienne a apposé son veto, « doit être retirée immédiatement ».

Enfin, les membres de la Commission permanente ont visionné une vidéo leur souhaitant la bienvenue à Montréal en novembre 2024, où se tiendra la 70^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

-30-

Pour en savoir plus, abonnez-vous à notre compte X :

X : [@DiplomatieParl](#)

Mot-clic : #CANA

Renseignements :

Julie Dzerowicz, députée

Présidente de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN

+1 613-992-2576

Céline Ethier

Secrétaire de l'Association

Association parlementaire canadienne de l'OTAN

CANA@parl.gc.ca